

**BULLETIN
D'INFORMATION
MENSUEL
SUR LES DROITS DE
L'HOMME
EN TURQUIE**

Novembre 2020





**Collectif pour la
Défense des Droits de l'Homme**



www.collectifddh.fr



[@CollectifDdh](https://twitter.com/CollectifDdh)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	04
Tortures, Violences Policières Et Emprisonnements	05
L'indépendance du Pouvoir Judiciaire	06
Le Droit De Manifestation	07
La Liberte De La Presse Et D'expression	08
Disparitions Forcées	10
L'abus D'accusation De Terrorisme	11
Conflit Kurde Et Repression De L'opposition	12
Refugies- LGBTI-Q	13
Droits Des Femmes	14

INTRODUCTION

Au cours du mois de novembre, des rapports ont révélé un avis du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (WGAD) selon lequel l'arrestation, la détention et le transfert forcé en Turquie de six enseignants turcs par des agents de l'État kosovar et turc en mars 2018 contrediraient les normes internationales relatives aux droits humains. WGAD a déclaré que ces actes pourraient constituer un crime contre l'humanité. Afin d'évaluer le bilan de la Turquie en matière

de droits humains, « Le Tribunal de Turquie », un tribunal international non contraignant et symbolique organisé par le cabinet d'avocats belge *Van Steenbrugge Advocaten*, et le professeur de droit Johan Vande Lanotte, a commencé la série des webinaires dont le premier était sur la torture avec les contributions de spécialistes et le témoignage d'un survivant de la torture en provenance de Turquie.

TORTURES, VIOLENCES POLICIÈRES ET EMPRISONNEMENTS

Au mois de novembre, plusieurs plaintes concernant les victimes de mauvais traitements ont été reçues des centres pénitentiaires de Maraş Türkoğlu (type L n°1), Adana Kürkcüler (type F), İzmir Kırklar (type F n° 1), Konya Ereğli (type T), Kocaeli Gebze (femmes), Afyon (type T), Antep (type H), Mersin Tarsus (type T n° 1), Çorum (type L), Manisa (type T), Van (haute sécurité), İzmir Aliğa (type T n° 1), Aydın (type E), Ağrı Patnos (type L), Diyarbakır (femmes), Denizli (type T), Kocaeli Kandıra (type F), Kayseri Bünyan (type T n° 1), Malatya Akçadağ, Balıkesir Kepsut (type L), Kırıkkale (type F), Osmaniye (type T n° 2), Kırıkkale Keskin (type T).

L'ancien policier Ümit Gökhasan et Ahmet Kaplan, qui ont reçu un diagnostic de cancer alors qu'ils étaient en prison, sont décédés après leur libération. Gökhasan a été maintenu derrière les barreaux pendant sept mois après le diagnostic, ce qui a permis au cancer de stade trois de se propager à d'autres parties de son corps en raison

du manque de traitement approprié.

Un autre détenu, Sıtkı Bektaş, a perdu la vie dans la prison de Tekirdağ après avoir eu une hémorragie gastrique.

Les procureurs d'Istanbul ont rejeté une demande de libération du prisonnier paralysé Abdullah Turan, au mépris d'un rapport médical officiel qui le trouvait inapte à rester derrière les barreaux.

Mehmet Şerif Coşkun, qui a subi de multiples crises cardiaques après avoir été battu par des policiers à İzmir le 13 novembre 2020, est décédé alors qu'il recevait des soins dans un hôpital.

Un rapport du député de l'opposition et défenseur des droits humains Sezgin Tanrıkulu indique que 339 cas de tortures ont eu lieu en octobre 2020, dont 200 dans les prisons.

L'Association des droits de l'homme (İHD) a annoncé que 49 prisonniers étaient morts de janvier à novembre 2020.

L'INDEPENDANCE DU POUVOIR JUDICIAIRE

Un tribunal de Diyarbakır a décidé d'acquitter un policier qui a abattu un jeune homme nommé Kemal Kurkut lors des célébrations de Newroz en 2017.

Le ministre de la Justice Abdülhamit Gül a annoncé que 116.170 des 167.719 pourboires reçus par les procureurs turcs en 2020 se sont avérés faux. Cette révélation a mis en doute les politiques du gouvernement visant à encourager les informateurs. Un rapport d'un député de l'opposition a révélé que 52% des verdicts de violation des droits de la Cour constitutionnelle concernaient des violations du droit des accusés à un procès équitable.

Le bureau du gouverneur à Hatay a refusé d'autoriser la poursuite de sept policiers impliqués dans l'affaire concernant la mort d'Ahmet Atakan, un manifestant qui a perdu la vie lors des manifestations nationales du parc Gezi en 2013.

La police de Bursa a arrêté les avocats Cahit Kırkçak, İbrahim Korhan et Mehmet Deniz au cours de leurs rencontres avec leurs clients emprisonnés. Les avocats représentaient également l'homme politique kurde emprisonné Selahattin Demirtaş.

LE DROIT DE MANIFESTATION

Les préfectures de Hakkari, Van, Mardin, Kocaeli Adana et Siirt ont interdit tous les rassemblements en plein air durant diverses périodes du mois de novembre.

Un tribunal de Bitlis a condamné l'écrivain kurde Gulgeş Deryaspi à 6 ans 3 mois de prison pour appartenance présumée à une organisation terroriste, pour sa participation à des marches de protestation et manifestations.

La police de Kocaeli a bloqué une marche de protestation organisée par des métallurgistes et a arrêté 109 personnes. La police de Karaman a bloqué une marche de protestation en direction de la capitale Ankara, organisée par des mineurs et a détenu 30 personnes. Les forces de police et de gendarmerie de Manisa ont bloqué également une marche de protestation organisée par des

travailleurs des mines pour exiger des salaires et des indemnités équitables.

La police d'Istanbul a bloqué une manifestation organisée par le parti HDP et a détenu 22 personnes.

La police d'Adana, Ankara, Istanbul et Van a bloqué les manifestations organisées à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La police d'Istanbul a bloqué une déclaration à la presse tenue par les membres de la Fondation Furkan, en détenant brièvement 40 personnes.

Les autorités ont empêché l'Association turque des psychologues de mettre en place une équipe de soutien volontaire pour les victimes du tremblement de terre qui a eu lieu récemment à İzmir.



LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET D'EXPRESSION

Un rapport d'un député de l'opposition a révélé qu'un total de 63.041 personnes ont fait l'objet d'enquêtes pour avoir insulté le président entre l'élection du président Recep Tayyip Erdoğan en 2014 et la fin de 2019. Le rapport indique que 9.554 personnes ont été condamnées.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que la Turquie a violé les droits des journalistes Ahmet Şık, Murat Sabuncu, Akın Atalay, Musa Kart, Önder Çelik, Mustafa Kemal Güngör, Hakan Karasinir, Güray Tekin Öz, Bülent Utku et Halil İmrek, qui ont été emprisonnés plusieurs fois.

L'Institut international de la presse a publié un rapport qui a révélé qu'au moins 130 audiences impliquant des journalistes en tant que défendeurs avaient eu lieu, et que 22 journalistes avaient

été arrêtés au mois de novembre, tandis que 30 nouvelles enquêtes ou poursuites avaient été intentées contre des journalistes au cours des huit premiers mois de 2020.

Unecour d'appel d'Istanbul a annulé l'acquittement du représentant turc de Reporters sans frontières (RSF), Erol Önderoğlu, de l'écrivain Ahmet Nesin et de l'éminente défenseure des droits humains Şebnem Korur Fincancı, jugés pour diffusion de propagande terroriste en raison de leur solidarité avec le journal Özgür Gündem, fermé par les autorités en 2016. Önderoğlu, Nesin et Fincancı doivent maintenant être rejugés. Fincancı a récemment été prise pour cible par le président Recep Tayyip Erdoğan qui l'a accusée d'être une « terroriste ».

Un tribunal de Diyarbakır a condamné le



journaliste Welat Öztekin à un an 6 mois et 22 jours de prison pour diffusion de propagande terroriste. Öztekin est un ancien employé du journal kurde Azadiya Welat, aujourd'hui fermé.

La Cour constitutionnelle a statué qu'aucune violation des droits n'avait eu lieu lors de la réclusion du journaliste et auteur Ahmet Altan, après avoir examiné sa demande individuelle. Altan est détenu derrière les barreaux en raison de ses publications depuis septembre 2016 ; sa demande à la Cour européenne des droits de l'homme est en instance devant le tribunal de Strasbourg depuis janvier 2017.

Les autorités ont infligé des amendes pour la deuxième fois, cette fois-ci de 30 millions de TL (3,15 millions d'euros) chacune sur les plateformes de médias sociaux Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Periscope et TikTok pour non-respect d'une nouvelle loi sur les médias sociaux qui renforce le contrôle sur les médias sociaux en obligeant les plateformes à nommer un représentant en Turquie. Si les entreprises continuent de refuser d'obtempérer, il sera interdit à partir de janvier 2021 aux entreprises privées et aux particuliers turcs de leur diffuser des annonces. En outre, les autorités seront en mesure de réduire la bande passante Internet des plateformes jusqu'à 90% dans les mois suivants. La plateforme de streaming en ligne Netflix a annoncé qu'elle ouvrirait un bureau à Istanbul d'ici le second semestre 2021.

Les procureurs d'Istanbul ont inculpé les comédiens Pinar Fidan et Özgür Tosun pour des

propos tenus lors d'un spectacle de stand-up, exigeant l'emprisonnement des comédiens.

Un tribunal de Diyarbakır a décidé de bloquer l'accès à la nouvelle URL du site Jinnews et l'édition en ligne du journal Gazete Yolculuk.

Un tribunal d'Istanbul a condamné le journaliste Mehmet Baransu à 17 ans et un mois de prison pour quatre chefs d'accusation distincts à la suite d'un rapport qu'il a publié en 2013.

La police de Van a perquisitionné le bureau de l'agence de presse Mezopotamya, l'agence pro-kurde, connue pour avoir signalé des violations des droits de l'homme dans le sud-est du pays à majorité kurde.

Une cour d'appel d'Ankara a décidé de confirmer les condamnations à perpétuité aggravées de quatre accusés, dont le journaliste Hidayet Karaca, l'ancien législateur İlhan İşbilen et Alaeddin Kaya, l'ancien propriétaire du journal Zaman aujourd'hui fermé. Les peines ont été prononcées pour avoir prétendument « tenté d'infirmer l'ordre constitutionnel ».

L'autorité des médias RTÜK a infligé des amendes aux radiodiffuseurs Halk TV et Tele 1 pour des commentaires critiques à l'égard du gouvernement et de l'armée, Kanal D pour « normalisation des relations extraconjugales », Show TV pour « atteinte à la réputation de la profession enseignante », Beyaz TV au sujet d'un langage grossier lors d'une émission sportive et TV8 pour une attitude dure à l'égard d'un concurrent dans une émission de jeux vidéo.



DISPARITIONS FORCÉES

En réponse à une enquête de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), le ministère de la Justice a nié les allégations selon lesquelles l'ancien employé du secteur public Yusuf Bilge Tunç aurait été enlevé par des agents du gouvernement. Tunç a été porté disparu à Ankara en août 2019 et les membres de sa famille affirment que les autorités ne montrent aucun effort réel pour enquêter sur sa disparition. Le cas de Tunç ressemble à près de 30 cas d'allégations similaires survenus au cours de ces dernières années.

Bahtiyar Fırat, un Kurde porté disparu à son arrivée à İstanbul en octobre, s'est rendu en garde

à vue dans un poste de police d'İstanbul après 45 jours de disparition. Des membres de sa famille ont déclaré avoir vu des marques de tortures sur Fırat au cours de leur réunion.

Un rapport spécial publié par l'Association des droits de l'homme (İHD) indique qu'au cours des 10 premiers mois de 2020, des agents gouvernementaux ont eu recours à l'enlèvement et à la torture contre un total de 160 personnes pour les faire devenir des informateurs pour les autorités.

L'ABUS D'ACCUSATION DE TERRORISME

Au mois d'octobre, l'intimidation du gouvernement contre ses opposants politiques par le biais des accusations arbitraires liées au terrorisme s'est poursuivi.

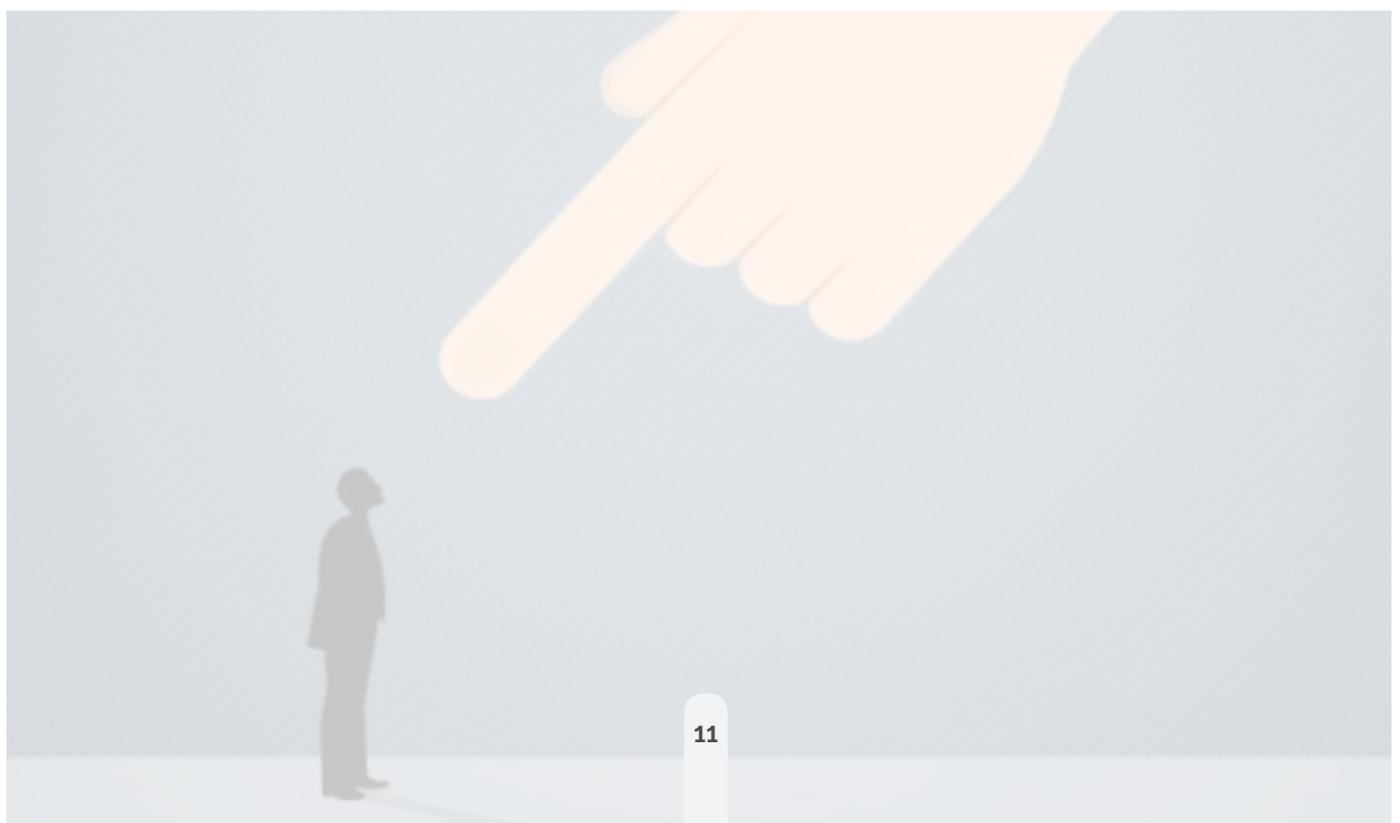
Une cour d'appel d'Istanbul a décidé de confirmer les peines de prison précédemment prononcées aux défenseurs des droits humains Taner Kılıç, Günal Kurşun, İdil Eser et Özlem Dalkıran pour des accusations liées au terrorisme.

Alparslan Kuytul, chef d'un groupe religieux de la société civile critique du gouvernement et connu pour sa dénonciation ouverte des violations des droits de l'homme, a été acquitté des accusations de diffusion de propagande terroriste. Kuytul avait passé 22 mois en détention provisoire jusqu'à sa libération dans l'attente de son procès

en décembre 2019.

Dans le cadre des enquêtes policières contre les adhérents du mouvement Gülen, près de 300 personnes ont fait l'objet d'arrestations et de gardes à vue pour appartenance à une organisation terroriste. Principalement dans les villes d'Ankara (67 personnes), Istanbul (183 personnes), Antalya (9 personnes), Balıkesir (13 personnes), Niğde (25 personnes), Mardin (1 personne), Gaziantep (1 personne) parmi lesquelles des policiers, militaires et enseignants révoqués de la fonction publique, ont été placés en garde à vue ou en détention.

La police d'Istanbul a fait une descente dans une salle de prière d'Alevi, détenant six personnes.



CONFLIT KURDE ET REPRESSION DE L'OPPOSITION



Le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu a annoncé que le gouvernement turc avait destitué 151 maires depuis 2014, principalement accusés pour avoir des liens avec le PKK.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué que la justice turque avait violé les droits de l'homme politique pro-kurde Hasan Bakır en le condamnant pour terrorisme sur la base de témoignages anonymes comme preuve. Le recours à des témoignages anonymes est très répandu dans les tribunaux turcs, en particulier dans les procès liés au terrorisme.

La police de Şırnak a arrêté 20 hommes politiques kurdes locaux, dont Berivan Kutlu, l'ancien maire de Cizre qui a été évincé par le ministère de l'Intérieur et l'exécutif local du HDP Sekvan Kılınç. Les membres du parti pro-kurde HDP Emine Kaya, Cemal Özdemir, İhsan Çapan, Resul Sadak et Suna Güneş (Diyarbakır), Ökkeş Kava (Van), Berivan Kutlu, Güler Tunç (Şırnak), Ali Coşkun, Kadriye Töre (Osmaniye), Necmettin Aydın, Adem Gözüngü (Erzurum), Murat Aydın (Bingöl), İbrahim Binici, Mesut Bağcık et Ayşe Yağcı (Urfa) ont été arrêtés au mois de novembre. La police a arrêté le Dr Şeyhmus Gökalg, membre de l'Association médicale turque (TTB), dans le cadre d'une enquête sur le Congrès de la Société démocratique (DTK), un réseau politique pro-kurde.

Lors d'un discours, le président Recep Tayyip

Erdoğan a qualifié l'homme politique kurde emprisonné Selahattin Demirtaş de terroriste.

La préfecture de Şanlıurfa a interdit une pièce de théâtre en langue kurde.

Un nouveau reportage du journaliste et député Ahmet Şık a révélé que les villageois kurdes Osman Şiban et Servet Turgut ont été torturés par une foule de soldats et non, comme indiqué initialement, jetés d'un hélicoptère militaire. Turgut était décédé le 30 septembre des suites de ses blessures.

Şerali Dereli, agriculteur à Hakkari, aurait été abattu le 29 octobre par des soldats. Des membres de la famille ont affirmé que Dereli n'était pas armé et qu'il emmenait ses chevaux dans une grange située à une cinquantaine de mètres de leur maison. Les procureurs locaux ont par la suite convoqué cinq soldats pour interrogatoire, imposant des interdictions de voyager à trois.

İbrahim Kaya a affirmé qu'il a été enlevé par le Service du renseignement turc (MİT) à Cizre et a été forcé d'être informateur.

Des propositions ont été présentées à la Grande Assemblée nationale de Turquie visant à supprimer l'immunité parlementaire de 5 députés des partis de l'opposition :

- HDP Serpil Kemalbay (İzmir),
- HDP Alican Önlü (Tunceli),
- HDP Habip Eksik (Iğdır),
- CHP Engin Altay (İstanbul),
- CHP Aykut Erdoğan (İstanbul).

REFUGIES

Des rapports ont révélé que trois responsables de la sécurité d'une autorité provinciale d'immigration de l'est de la Turquie avaient agressé sexuellement une iranienne en juillet 2020.

Hemdullah Abduweli, un érudit ouïghour résidant légalement en Turquie, aurait été arrêté lors d'un voyage en Arabie saoudite ; il est actuellement détenu en raison d'une éventuelle expulsion vers la Chine.

Yusupjan Emet, un Ouïghour d'Istanbul, a été laissé dans un état critique après avoir été abattu. La victime avait déjà accordé une interview, alléguant qu'il avait été condamné à espionner la Chine par des autorités chinoises qui menaçaient de nuire à sa famille.

Un rapport indique que des groupes djihadistes leurrent des femmes migrantes au chômage en Turquie vers la Syrie avec des promesses d'emploi.

LGBTI-Q

La police d'Istanbul a brièvement arrêté 18 femmes transgenres dans ce qu'elles et les militants des droits humains ont décrit comme un harcèlement ciblé fondé sur leur identité.

Amnesty International a lancé une pétition en ligne demandant l'acquittement de 18 étudiants

universitaires et d'un universitaire, jugés pour avoir assisté à un défilé LGBTI-Q.

RTÜK, organisme de surveillance des médias, a infligé une amende à TLC TV pour avoir diffusé une émission illustrant la vie d'un couple homosexuel.

DROITS DES FEMMES

Le député de l'opposition Gamze Akkuş İlgezdi a publié un rapport qui a révélé que les procureurs turcs n'avaient porté plainte que seulement contre 4 910 des 25 841 suspects de violence domestique au cours des huit dernières années.

We Want to Live Initiative, composée de femmes, a soumis au Parlement 600.000 signatures qu'elles ont recueillies en faveur de la mise en œuvre de la Convention Internationale d'Istanbul contre la violence sexiste. Au cours de l'année écoulée, des représentants du gouvernement ont fait des déclarations laissant entendre que la Turquie pourrait se retirer du traité du Conseil de l'Europe. Un tribunal de Diyarbakır a condamné l'activiste Narin Gezgör à 7 ans et 6 mois de prison pour terrorisme. Les procureurs ont requis jusqu'à 15 ans de prison pour Sevim Coşkun, dans le cadre d'une enquête sur l'Association des femmes Rosa.

Au cours du mois de novembre, 29 femmes ont été tuées et 10 femmes sont mortes de manière suspecte.



collectif
DDH

